

Alors que la Journée mondiale du refus de la misère est célébrée ce 17 octobre, les associations alertent depuis des mois sur l'aggravation de la pauvreté malgré la baisse du chômage.

L'inflation explique une partie du problème, mais le phénomène a des causes plus anciennes, qui tiennent à l'emploi, au logement, aux séparations familiales, ou encore à l'immigration.

Dans les associations comme Emmaüs, ce phénomène a des conséquences très concrètes.



Samia vit dans le centre d'hébergement d'urgence « Traversière », à Paris, depuis deux ans et demi, avec son mari et leurs deux filles de 3 et 6 ans. Claire Jaillard pour La Croix

La pauvreté, phénomène difficile à endiguer

Le chômage baisse et pourtant la pauvreté semble s'aggraver d'année en année.

Un paradoxe dont l'explication réside dans des causes structurelles profondes.

Mais pourquoi la pauvreté ne finit-elle pas par baisser ? Alors que, selon l'expression fameuse d'Emmanuel Macron, un « pognon de dingue » est dépensé pour aider les plus modestes, alors que le chômage a atteint son niveau le plus faible en quinze ans (7,2%), et que le nombre d'allocataires du RSA a lui aussi baissé, pourquoi la lutte contre la misère semble-t-elle caler ?

Le taux de pauvreté – 14,6 % en 2020, dernier chiffre connu de l'Insee – a certes fortement baissé depuis les années 1970,

mais « depuis quinze ans il remonte lentement », rappelle Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités. Plus récemment, « au-delà du signal positif de la baisse du chômage qui, normalement, devrait finir par avoir un impact sur la pauvreté, on a une série de signaux qui indiquent que la situation se dégrade, précise Axelle Brodriez-Dolino, chercheuse au CNRS. Le taux de privation matérielle et sociale est à son plus haut depuis 2013. La demande en aide alimentaire explose et la demande de logement social n'a jamais été aussi importante. »

Cette panne de la courroie de transmission entre l'embellie de l'emploi et le recul de la pauvreté intrigue jusqu'à Matignon, qui a invité le 20 octobre les associations à se pencher sur la mesure statistique de la pauvreté. Alors, que se passe-t-il ?

En toute logique, les personnes sans titre de séjour, qui n'ont pas accès aux aides sociales, sont les plus touchées par l'extrême pauvreté, la plus visible.

Certains font le lien avec l'augmentation des flux migratoires, notamment dans les dernières années. Réalité ou faux procès ? « Il y a une très grande paupérisation des étrangers », confirme Noam Leandri, porte-parole du collectif Alerte. Dans son dernier rapport annuel, le Secours catholique indique que, désormais, la moitié des personnes accueillies sont étrangères, dont un

tiers ont un titre de séjour, un tiers sont en cours de renouvellement et un tiers en situation irrégulière. » En toute logique, les personnes sans titre de séjour, qui n'ont pas accès aux aides sociales, sont les plus touchées par l'extrême pauvreté, la plus visible. « La grande majorité des familles à la rue sont sans papiers, ajoute-t-il. Et, dans les centres d'hébergement, il se dit que les personnes en situation irrégulière forment un tiers des accueillis ; en Île-de-France, ce serait plus de la moitié. »

Néanmoins, il faut relativiser l'ampleur du phénomène. Si le ministre de l'Intérieur parle de 600 000 à 700 000 personnes sans papiers, il faut comparer ce chiffre aux quelque 9 millions de personnes en situation de pauvreté et aux 5 millions en extrême pauvreté. « Pour être clair », reprend Louis Maurin, l'augmentation du nombre de sans-papiers ne représente pas

grand-chose dans l'augmentation de la pauvreté en France. »

En revanche, l'immigration globale a des effets plus importants. « Le taux de pauvreté de la population immigrée est deux fois plus important que le taux global, donc, thématiquement, quand on accueille plus d'immigrés, leur part dans la population pauvre augmente », explique Louis Maurin. Les immigrés représentent aujourd'hui 21 % de la population pauvre.

Bien sûr, l'inflation des deux dernières années a considérablement accentué le problème. « Avec l'économiste Pierre Madec de l'OFCE, raconte Noam Leandri, on a calculé qu'elle pourrait faire basculer 200 000 personnes supplémentaires dans la pauvreté d'ici à avril 2024. En effet, alors que la hausse des prix est estimée à 5 % cette année, les minima sociaux n'ont été revalorisés que de 1,6 % en avril 2023. » Et encore, c'est sans compter sur le fait ●●●



Lotfi Ouanezar, directeur général d'Emmaüs Solidarité. Claire Jaillard pour La Croix

●●● que la hausse des prix est encore plus forte sur certains produits, alimentaires par exemple, qui représentent une part plus importante du budget des ménages pauvres.

La hausse des dépenses contraintes contribue aussi à élargir les frontières de la pauvreté. « Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a calculé le budget qu'il faut pour vivre décemment, c'est-à-dire payer son logement, son énergie, sa nourriture, mettre de l'essence dans sa voiture... En milieu rural, on estime qu'il faut 1 700 € par mois pour une personne, et, en région parisienne, c'est 2 200 €, des seuils bien plus hauts que le seuil de pauvreté », précise Axelle Brodriez-Dolino. On voit donc que se dessinent des halos au-delà de la pauvreté au sens strict, qui expliquent que beaucoup de personnes n'y arrivent plus et se retrouvent à avoir besoin des aides autrefois destinées aux plus pauvres. »

Mais pour comprendre l'augmentation de la pauvreté, il faut remonter à des causes plus anciennes, qui produisent aujourd'hui des effets massifs. « Il y a une tendance de fond expliquant que la baisse du chômage et celle de la pauvreté sont de moins en moins liées : c'est que le travail ne paie plus », reprend Noam Leandri. Depuis les années 1990 se sont développés tout un tas d'emplois mal rémunérés, avec les CDD, le temps partiel, l'autoentrepreneuriat... Cette ubérisation de la société

contribue à ce qu'avoir un travail ne suffit plus pour vivre, notamment chez les plus jeunes, particulièrement dans des zones où il est difficile d'accéder à l'emploi sans voiture. » De plus, ajoute Louis Maurin, « le système scolaire français est très inégalitaire, ce qui contribue à la reproduction de la pauvreté : quand on naît dans une famille pauvre, on a moins de chance de réussir à l'école et, comme le chômage est très lié au diplôme, on a plus de risque de rester pauvre. »

En France, les dépenses sociales représentent un tiers du PIB. Mais la lutte contre la pauvreté au sens propre ne représente que 2 % environ.

Autre cause profonde : « Depuis les années 1970, poursuit Louis Maurin, les séparations de couples se sont multipliées. Or quand vous vous séparez, vous ne pouvez plus diviser par deux vos dépenses. Ce qui a un impact important en termes de pauvreté. Aujourd'hui le taux de pauvreté des familles monoparentales est de 18 %. » De plus, ajoute Axelle Brodriez-Dolino, « cela fait des décennies que le poids du logement dans

repères

Le taux de pauvreté, une définition relative

Selon l'Insee, le taux de pauvreté était de 14,6 % en 2020. Le seuil de pauvreté est fixé à 60 % du niveau de vie médian de la population.

Il correspond à un revenu disponible de 1 102 € par mois pour une personne vivant seule et de 2 314 € pour un couple avec deux enfants âgés de moins de 14 ans.

D'après cette définition, la pauvreté touche quelque 9,2 millions de personnes, sans compter les sans-abri et l'outre-mer. Il existe aussi un taux à 50 % du niveau de vie médian (940 € par mois), qui représente 7,6 % de la population.

Établi à partir des revenus de l'année précédente, la collecte a été compliquée par les années Covid, le taux de pauvreté n'a pas été mis à jour depuis 2020. Il devrait l'être prochainement.

Le « Traversière », un centre d'hébergement d'urgence saturé

Dans ce centre d'accueil d'Emmaüs Solidarité situé dans le 12^e arrondissement de Paris, les personnes accueillies temporairement restent de plus en plus longtemps, faute de relogement.



Cela fait deux ans et demi que Samia vit dans ce centre d'hébergement d'urgence (CHU) du 12^e arrondissement parisien avec son mari et leurs deux filles de 3 et 6 ans. Une petite pièce pour quatre, dont les lits servent aussi de canapés, avec un petit bureau. Cette famille d'origine tunisienne a subi les effets de la crise sanitaire : en 2020, le père de famille, livreur à vélo, a été licencié. Dans la foulée, les parents et leurs petites filles se sont retrouvés à la rue. « C'est une trajectoire que l'on rencontre beaucoup », résume Lotfi Ouanezar, directeur général d'Emmaüs Solidarité. Une perte d'emploi pendant la crise sanitaire, la rue, le 115, puis le centre d'hébergement d'urgence pour rebondir. »

Le nombre de personnes se présentant chaque jour a doublé, pour la même équipe de travailleurs sociaux.

Sauf que ce qui devrait justement rester un moyen de rebond tend de plus en plus à rester une solution pérenne. La demande de logement social, déposée par la famille il y a trois ans, n'aboutit pas... comme pour beaucoup de personnes accueillies dans ce centre. La durée moyenne d'un séjour en CHU ne cesse de s'allonger, faute de relogement, jusqu'à créer des « bouchons », empêchant de libérer des places. En activité depuis 2020, cette structure d'Emmaüs Solidarité nommée « Traversière » accueille 12 familles et 50 hommes seuls, logés sur quatre étages.

Au rez-de-chaussée, le bâtiment propose un accueil de jour pour les personnes en situation de précarité. Particularité du lieu : c'est un « habitat intercalaire », dispositif mettant à disposition des locaux à des associations de façon temporaire en attendant leur nouvelle affectation. Ce bâtiment, appartenant à la SNCF, est loué à Emmaüs Solidarité jusqu'en septembre 2024. « Nous avons une vision à court terme, assure Lotfi Ouanezar. Nous ne savons

pas où nous serons dans un an. »

Cette difficulté ne fait que s'ajouter au contexte compliqué que partagent toutes les structures de lutte contre la précarité. Année après année, les besoins ne cessent d'augmenter. À l'accueil de jour, au rez-de-chaussée de « Traversière », le nombre de personnes se présentant chaque jour a doublé, passant de 100 en 2021 à 200 en 2022... pour la même équipe de travailleurs sociaux. Le métier, déjà en tension, voit ses conditions de travail empirer, pour des rémunérations souvent à peine au-dessus du smic. « Nous avons de plus en plus de difficultés à recruter », insiste le directeur général d'Emmaüs Solidarité. Le travail social n'est pas reconnu à sa juste valeur, y compris en termes financiers, alors qu'il est le ciment de la société, il sauve des vies ! Les budgets alloués aux acteurs de la solidarité n'augmentent pas, contrairement à tout le reste, y compris les charges : eau, gaz, électricité. Le bouclier tarifaire, censé s'arrêter fin 2023, ne suffit pas. « Le pacte de solidarité du gouvernement a permis de revenir sur la baisse de 5 % du budget des associations, reconnaît Lotfi Ouanezar. Cela nous a donné de l'air, mais depuis nous naviguons à vue. »

Depuis leur poste d'observation au CHU, le personnel voit le public évoluer : davantage de femmes et de familles parmi les sans-abri, mais aussi de plus en plus de personnes qui travaillent sans pouvoir se loger, comme Samia et sa famille. Parmi eux, un certain nombre de personnes non régularisées, alors que les délais de renouvellement des titres de séjour s'allongent. Conséquence : ces personnes ne peuvent pas prétendre à un logement social, et se retrouvent dans une impasse. La solution, selon le directeur général d'Emmaüs Solidarité : construire des logements à prix abordables, pour permettre une indépendance doublée d'un accompagnement social. « Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas possible de laisser des familles dehors, insiste-t-il. La rue n'est pas un lieu de vie. »

Youna Rivallain